CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 13 février 1958.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission de l'agriculture (1) sur la proposition de loi, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, relative à l'interdiction des cumuls ou réunions d'exploitations agricoles.

Par M. HOUDET

Sénateur.

Mesdames, Messieurs,

Malgré la réduction continue du revenu agricole par rapport au revenu national, l'attachement des jeunes ruraux à la terre reste très vif.

Mais la poussée démographique d'une part, le maintien des exploitants âgés sur leurs fermes d'autre part, rendent de plus en plus difficile le placement des jeunes agriculteurs surtout dans les régions où la productivité naturelle de la terre freine l'exode des jeunes ruraux vers les carrières industrielles et commerciales.

(1) Cette Commission est composée de : MM. Restat, *Président* ; Durieux, Capelle, *Vice-Présidents* ; Le Léanec, de Pontbriand, *Secrétaires* ; Bataille, Baudru, Georges Boulanger, Brégégère, Brettes, Cuif, Claudius Delorme, Jean Doussot, Florisson, Hoeffel, Houdet, Edmond Jollit, Koessler, Jean Lacaze, Le Bot, Mathey, Monsarrat, Naveau, Pascaud, François Patenôtre, Jules Pinsard, Primet, de Raincourt, Suran, Zéle.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (3^e législ.) : 240, 881, 1681, 2230 (rectifié), 2251, 2675, 3346 et in-8° 901.

Conseil de la République : 79 (Session de 1957-1958).

Cette situation est aggravée dans certaines régions par l'affermage ou l'acquisition de plusieurs exploitations par des exploitants disposant de moyens financiers très importants que ne peuvent réunir les familles paysannes dont les charges d'investissement et la baisse des prix agricoles ont stabilisé ou même diminué le capital traditionnellement réservé pour l'installation des enfants. Souvent, du reste, ces néo-exploitants sont totalement étrangers à la profession agricole ou trouvent des revenus importants dans la commercialisation des produits agricoles.

Ces concurrences, dans des conditions très inégales, à l'affermage des terres, ont des répercussions sociales sérieuses, car elles tendent à toucher la structure de base de notre agriculture : l'exploitation familiale. Elles aggravent lourdement le malaise paysan.

Ce sont là des cumuls abusifs contre lesquels le législateur doit protéger, dans l'intérêt général et dans le maintien de l'équilibre social, nos jeunes exploitants qui veulent s'installer et ceux plus anciens qui, au fur et à mesure, de l'accroissement de la famille et de l'augmentation de leurs moyens, veulent trouver des fermes plus importantes.

Ces cumuls abusifs sont constatés plus particulièrement dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest.

Mais la tâche du législateur est rendue difficile par la définition du cumul abusif et aussi par l'impossibilité de généraliser une réglementation stricte, applicable justement et efficacement, à toutes nos régions agricoles si diversifiées.

Les économistes — non seulement en France — discutent de la structure de l'agriculture de demain.

Certains pensent que seule une très grande concentration de la terre et l'industrialisation la plus poussée de l'exploitation agricole assureront un développement plus rapide de la productivité et une augmentation du revenu industriel.

D'autres veulent encore croire que l'on conservera le meilleur équilibre social en figeant notre agriculture dans ses formes anciennes avec des exploitations de toute surface dont un grand nombre de fermes trop exiguës.

Nous optons quant à nous pour une agriculture conservant *ses caractères traditionnels en s'adaptant rationnellement aux moyens modernes* et au niveau de vie réclamé par ceux qui en

vivent. L'exploitation familiale ne peut plus être celle sur laquelle vit une famille paysanne mais au contraire celle de laquelle une famille paysanne peut tirer des ressources nettes qui la place à son rang dans l'échelle sociale.

C'est sous cette forme seule que peuvent être maintenus l'unité économique de l'exploitation familiale et l'équilibre social de nos populations urbaine et rurale.

En conséquence, à côté de ces cumuls abusifs que le Parlement unanime veut réprimer, il existe beaucoup d'autres cumuls — que nous pourrions plus justement nommer regroupements — qui peuvent être laissés à la libre décision des intéressés ou même des regroupements qui doivent être encouragés : ne vaut-il pas mieux dans certaines régions sauver une famille paysanne, en lui donnant le terroir nécessaire à sa subsistance que de perdre, en voulant les conserver, deux familles qui sont incapables, par l'importance des investissements à consentir et par les charges qu'elles en ont, de tirer de deux terroirs séparés un revenu souvent inférieur à celui d'un salarié de l'industrie voisine.

Ces considérations nous conduisent à conclure qu'il est impossible d'établir une législation rigide et générale s'appliquant à toutes nos régions agricoles.

L'exploitation familiale agricole.

Le texte qui nous est proposé par l'Assemblée Nationale a pour objet *la défense de l'exploitation familiale*. Il est inutile de soutenir une affirmation sans l'explicitier et sans l'appuyer sur des moyens d'assurer cette sauvegarde, autres que des bonnes intentions. On crée des déceptions après avoir éveillé de vaines illusions.

Il faut tout d'abord préciser que la vraie défense de l'exploitation paysanne réside dans le soutien particulier qui peut lui être accordé pour pallier les difficultés inhérentes à sa structure : moyens intellectuels (enseignement et vulgarisation), moyens économiques (organisation coopérative des marchés, subventions), moyens fiscaux (droits successoraux). La liste de ces facilités ou avantages peut être très diverse suivant les régions et les productions. Il faudrait, pour chaque région, déterminer les actions primordiales qui conditionnent l'amélioration de la productivité d'une exploitation familiale, faire de ces actions le catalyseur des forces naturelles du travail d'une famille.

Ce serait une erreur de penser que la vraie défense de l'exploitation familiale doit résider dans une sorte d'auto-défense contre l'agriculture industrialisée. Ce serait même une faute grave en ce sens que cette conception diviserait les diverses régions agricoles, alors que l'orientation nécessaire de la production nationale ne peut réussir que par l'harmonisation de toutes les économies agricoles régionales.

La politique agricole que le Parlement souhaite voir tracée dans une charte appelle une action continue en faveur de l'exploitation familiale. Les prix garantis par le décret du 18 septembre 1937 quand ils portent sur la viande, le lait et les œufs soutiennent l'exploitation familiale la plus apte à développer ces productions. Toute mesure qui tend à la rupture d'un équilibre entre petites exploitations *viabes* et exploitations industrialisées se retourne contre les unes et les autres.

La seconde erreur qui persiste dans l'esprit de ceux qui défendent avec cœur et souvent avec passion l'exploitation familiale est que celle-ci n'est déterminée que par une superficie maximum. Il importe autant de définir le seuil inférieur au-dessous duquel l'exploitation ne peut, même dans une agriculture moderne, assurer à son exploitant le revenu minimum correspondant à l'élévation du niveau de vie national.

Il ne faut pas lier obligatoirement l'exploitation familiale à la notion d'exploitation de *petite* surface. La surface du terroir vital varie avec la région et avec la nature des cultures.

La proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale est incomplète puisqu'elle ne prévoit qu'une interdiction générale de réunir des exploitations au-dessus d'une superficie maximum. Or, l'aide réelle ne peut être apportée que par l'octroi d'avantages techniques, économiques et fiscaux.

Notre Assemblée ne pouvant fixer elle-même les dispositions financières, votre Commission de l'Agriculture vous propose d'inviter le Gouvernement à les présenter au Parlement dans un délai d'une année. Ces avantages pourront être directs par l'aide de l'Etat ou indirects par des formules qui amèneront les exploitations industrialisées à apporter leur contribution technique ou économique aux exploitations familiales de base.

Mais il est nécessaire de définir l'exploitation familiale. L'Assemblée Nationale a reporté cette définition à l'étude de la loi-cadre. Nous ne pensons pas que les dispositions prévues contre les cumuls puissent avoir une application simple si l'exploitation de base, sur laquelle portera le caractère abusif du cumul, n'est pas déterminée.

L'exploitation de base doit constituer une unité économique, qui peut faire vivre une famille paysanne et être mise en valeur par cette famille. Le seuil de rentabilité de cette exploitation variera avec la région naturelle et le mode de culture ; il doit donc être déterminé dans le cadre régional par une commission départementale. Ce seuil sera matérialisé par une fourchette de la superficie moyenne.

La superficie moyenne est susceptible, du reste, de variations périodiques suivant l'évolution de l'agriculture régionale et des moyens techniques de travail de la terre.

Une commission de l'exploitation familiale agricole sera constituée dans chaque département. Etant donné son objet étendu à tous les problèmes de l'exploitation familiale et par suite devant représenter l'ensemble des intéressés et des organisations agricoles représentatives, notamment les chambres d'agriculture, cette commission ne peut être confondue avec la commission consultative des baux ruraux même élargie, comme nous le propose l'Assemblée Nationale.

Cumuls et réunions d'exploitations agricoles.

Nous avons posé le principe de l'aide nécessaire à apporter à l'exploitation familiale de base pour que soient sauvegardés les caractères économique et social de notre structure agricole sans cependant la cristalliser par le maintien artificiel d'unités non viables.

Une première mesure peut être retenue : celle évitant la disparition de cette exploitation de base par la réunion de plusieurs terroirs économiquement individualisés, mais travaillés par un seul exploitant. Cette réunion constituera alors un cumul abusif d'exploitations.

a) *Réglementation du cumul.* — Seul le cumul abusif doit être atteint. S'il est fréquent dans certaines régions agricoles et doit être sévèrement réprimé, il existe rarement ou n'est pas connu dans d'autres régions. Une interdiction généralisée du

principe du cumul, abusif ou non, si elle est réclamée par les départements durement touchés, est rejetée par tous les autres parce qu'elle serait une source de complications administratives inutiles ; l'interdiction obligerait à présenter une demande de dérogation pour chaque cas, même justifié.

Votre Commission de l'Agriculture vous propose donc la réglementation du cumul, formule plus souple et s'adaptant mieux à la diversité de nos situations agricoles (art. 188-3).

Cette réglementation pourra toutefois être transformée en interdiction virtuelle dans les départements gravement touchés par les cumuls abusifs (art. 188-6, 1^{er} alinéa). Par contre, elle pourra être suspendue dans les départements où le regroupement des petites exploitations est utile et même nécessaire (art. 188-6, 2^e alinéa).

b) *Demande d'autorisation de cumul.* — La demande d'autorisation sera soumise à l'avis des maires intéressés (art. 188-5) ; il n'est pas nécessaire de lui donner une publication plus large qui pourrait entraîner sur le plan local des discussions personnelles qui n'apporteraient pas d'information valable à la commission.

Comme la Commission pourra, d'autre part, se saisir ou être saisie par quiconque d'une infraction à l'interdiction de cumul abusif, les intéressés ne risquent pas d'être lésés par une opération faite irrégulièrement.

La Commission devra statuer dans un délai de trois mois.

Enfin, une déclaration spéciale, faite lors de l'enregistrement ou de la déclaration de tous actes touchant les immeubles ruraux, permettra d'assurer le contrôle d'application de la loi (art. 188-7).

c) *Sanctions.* — L'Assemblée Nationale n'a pas accepté qu'en cas d'infraction aux dispositions de la loi, il soit adressé une mise en demeure aux contrevenants. Elle présume ainsi dans tous les cas de la mauvaise foi des deux parties. Or, un preneur peut cumuler indûment l'exploitation des propriétés de deux bailleurs dont l'un au moins est ignorant de ce cumul.

Si la rétroactivité de la loi au 1^{er} janvier 1958 est admise, des cumuls de bonne foi peuvent être réalisés entre cette date et la date de promulgation de la loi.

Une mise en demeure est donc nécessaire avant l'application de la sanction grave de la déclaration de vacance de l'exploitation (art. 188-8).

Lorsque l'exploitation est déclarée vacante, tout intéressé de nationalité française peut demander au tribunal paritaire de prononcer l'amodiation en fermage à son profit. Le demandeur devra présenter des aptitudes professionnelles requises mais aussi disposer de moyens matériels suffisants (art. 188-8).

d) *Rétroactivité.* — Dans certaines régions herbagères, les cumuls graves sont réalisés le plus souvent par des non-professionnels ; pour l'avenir, ils seront empêchés par l'application de la proposition de loi présentée.

Il est à craindre que la menace de cette réglementation incite certains bailleurs ou preneurs de mauvaise foi à précipiter les opérations de cumul pendant la période de discussion du texte devant le Parlement ; c'est pourquoi nous proposons de donner à la loi effet rétroactif au 1^{er} janvier 1958.

L'Assemblée Nationale a accepté que soient remis en cause des cumuls de parcelles à destination herbagère réalisés postérieurement à la loi du 15 juin 1949. Cette longue rétroactivité soulèverait des instances judiciaires multiples, des évictions et des amodiations difficiles, sinon impossibles.

*
* *

Les modifications essentielles apportées par votre Commission de l'Agriculture à la proposition de loi relative à l'interdiction des cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, adoptée par l'Assemblée Nationale, portent en définitive :

1° Sur la définition de l'exploitation familiale agricole ;

2° Sur le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi fixant les dispositions particulières au soutien des exploitations familiales agricoles ;

3° Sur la substitution d'une réglementation simple des cumuls à une interdiction rigide applicable uniformément à toutes les régions agricoles ;

4° Sur la non-rétroactivité de la loi aux cumuls d'exploitation à destination herbagère.

Le tableau comparatif ci-après donne le détail de ces modifications :

TABLEAU COMPARATIF

Texte voté par l'Assemblée Nationale.

Texte proposé par votre Commission.

Article unique.

Il est ajouté au Livre I^{er} du Code rural, un Titre VII nouveau ainsi conçu :

« TITRE VII. — De l'exploitation familiale agricole.

Article A (nouveau).

Dans un délai d'une année à dater de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement déposera un projet de loi précisant dans le domaine économique, technique et fiscal l'aide à apporter aux exploitations familiales.

Ce projet de loi précisera, notamment, l'aide apportée aux acquisitions de parcelles ayant pour résultat l'agrandissement de la superficie d'une exploitation familiale jusqu'à la limite minima déterminée par les arrêtés visés à l'article 188-1 du Code rural.

Article 1^{er}.

Il est ajouté au Livre I^{er} du Code rural un titre VII nouveau, ainsi conçu :

« TITRE VII. — De l'exploitation familiale agricole.

« Art. 188-1. — L'exploitation familiale agricole est une unité économique qui, par sa superficie et par les éléments mobiliers et immobiliers, notamment les bâtiments d'habitation et d'exploitation qui la composent, peut faire vivre une famille et peut être mise en valeur par cette famille dont le chef consacre à l'exploitation son activité principale, aidé, compte non tenu des salariés saisonniers, par deux ou trois membres actifs ou, à défaut, par un nombre équivalent de salariés permanents.

« La détermination de l'exploitation familiale agricole est faite pour chaque département en tenant compte de la surface, des régions naturelles, des natures de culture, des catégories de terre, des possibilités de travail direct d'une famille paysanne et de tous autres éléments de

Texte voté par l'Assemblée Nationale.

« Art. 188-3. — Il est institué, dans chaque département, une commission de l'exploitation familiale.

« La commission consultative des baux ruraux, complétée par des représentants des propriétaires exploitants en faire-valoir direct, désignés à raison de deux par arrondissement, fait fonction de commission de l'exploitation familiale.

« Les représentants des propriétaires exploitants ne doivent être ni bailleurs ni preneurs d'une autre exploitation. Ils sont désignés par le préfet sur proposition de la fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles. Leur mandat expire en même temps que celui des membres bailleurs et preneurs de la commission consultative.

« Les décisions sont prises à la majorité des voix; seuls prennent part aux votes, les représentants des propriétaires exploitants, des bailleurs et des preneurs. »

« Art. 188-1. — Sont interdits tout cumul et toute réunion d'exploitations agricoles résultant soit d'une acquisition à titre onéreux, soit de l'exercice du droit de reprise, soit d'un bail à ferme ou à métayage conclus postérieurement au 1^{er} janvier 1958, dans la mesure où il en résulte, directement ou indirectement par morcellement parcellaire, la disparition d'une exploitation familiale. »

Texte proposé par votre Commission.

progrès, de rentabilité et d'équipement. Elle est fixée par arrêté du Ministre de l'Agriculture sur proposition de la Commission départementale de l'exploitation familiale prévue à l'article 188-2. »

« Art. 188-2. — Il est créé dans chaque département une commission de l'exploitation familiale agricole comprenant :

« Avec voix délibérative :

« Le Préfet ou son délégué, président ;
« Le Président de la Chambre d'agriculture, vice-président ;

« Un notaire désigné par la Chambre des notaires ;

« Deux membres de la Chambre d'agriculture, désignés par celle-ci ;

« Un propriétaire exploitant non bailleur et non preneur d'une autre exploitation par arrondissement désigné par l'organisation professionnelle la plus représentative ;

« Un propriétaire bailleur non preneur et un preneur non bailleur par arrondissement désignés selon les modalités prévues pour la commission consultative des baux ruraux.

« Avec voix consultative :

« Les chefs des services départementaux du Ministère de l'Agriculture désignés par le Préfet.

« Tous les membres de la Commission ayant voix délibérative sont désignés pour une période de trois ans. Leur mandat est renouvelable. »

« Art. 188-3. — Pour assurer la protection de l'exploitation familiale agricole définie à l'article 188-1, sont réglementés tout cumul ou toute réunion d'exploitations agricoles résultant, soit d'une acquisition à titre onéreux, soit de l'exercice du droit de reprise, soit d'un bail à ferme ou à métayage conclu postérieurement au 1^{er} janvier 1958, par toute personne physique ou morale, lorsqu'ils doivent avoir pour résultat de porter la superficie globale exploitée par une même personne au-delà des limites prévues par l'article 188-4 ci-après ou d'amener, directement ou indirectement par morcellement parcellaire, la disparition d'une exploitation familiale telle qu'elle est définie à l'article 188-1. »

Texte voté par l'Assemblée Nationale.

« Art. 188-2. — La superficie maximum au-dessus de laquelle sont interdits les cumuls et réunions de fonds bâtis ou non bâtis est déterminée selon les régions naturelles, les catégories de terre et la nature des cultures, pour chaque département, par la Commission départementale de l'exploitation familiale agricole. Les décisions de ces commissions sont publiées par arrêté préfectoral après approbation par le ministre chargé de l'Agriculture. »

« Art. 188-4. — Des dérogations exceptionnelles peuvent être accordées par la Commission départementale de l'exploitation familiale en raison de la situation de famille du requérant.

« La demande de dérogation doit être adressée par lettre recommandée au Préfet qui transmettra au secrétaire de la Commission.

« Le secrétariat de la Commission adressera immédiatement copie de la demande au maire de la commune ou des communes où sont situés les biens, ainsi qu'aux maires des communes limitrophes, en vue de sa publication par voie d'affichage, pendant la durée d'un mois au minimum.

« La Commission doit statuer dans un délai de trois mois si elle refuse la dérogation.

« Il y aura dérogation de plein droit lorsque le requérant, en présentant sa demande, prend l'engagement d'installer, dans un délai de trois ans, l'un de ses descendants comme exploitant distinct. »

Texte proposé par votre Commission.

« Art. 188-4. — La superficie au-dessus de laquelle sont considérés comme cumul ou réunion d'exploitations agricoles au titre de l'article 188-3, les regroupements d'exploitation de fonds bâtis ou non bâtis, est déterminée selon les régions naturelles, les catégories de terres et la nature des cultures pour chaque département par arrêté du Ministre de l'Agriculture, pris sur proposition de la Commission départementale de l'exploitation familiale.

« En aucun cas, la superficie maximum fixée ne pourra être inférieure à celle retenue pour la définition, par l'article 188-1 de l'exploitation familiale.

« A titre transitoire jusqu'à publication des arrêtés prévus à l'article précédent, les Commissions de l'exploitation familiale détermineront dans un délai de trois mois les superficies globales au-delà desquelles la réglementation sera applicable par référence aux superficies limites découlant des arrêtés pris pour l'application des articles 815 et 832 du code civil. »

« Art. 188-5. — La demande d'autorisation du cumul défini par l'article 188-3 est adressée par lettre recommandée au Préfet dans les formes prescrites par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

« La Commission de l'exploitation familiale examine cette demande compte tenu de la nature de l'activité professionnelle du requérant, de sa situation familiale, de la situation de l'immeuble et de l'intérêt social de maintenir l'autonomie de l'exploitation faisant l'objet de la demande.

« La Commission sollicite l'avis des maires de la commune ou des communes où sont situés les biens, ainsi que des maires des communes limitrophes.

« La Commission statue sur la demande d'autorisation dans un délai de trois mois.

« L'autorisation est accordée de plein droit lorsque le requérant en présentant sa demande prend l'engagement d'installer, dans un délai de trois ans, l'un de ses descendants comme exploitant séparé. »

Texte voté par l'Assemblée Nationale.

« Toutefois, dans le cas où la Commission estimerait nécessaire d'instituer un contrôle plus strict des cumuls et des réunions d'exploitations agricoles, elle pourra, dans son avis, décider de soumettre à autorisation préalable tout cumul ou réunion d'exploitations agricoles, quelle que soit la superficie des exploitations considérées. La demande d'autorisation préalable devra être faite et la réponse donnée conformément aux dispositions prévues à l'article 188-4. »

(Cette disposition constituait le 2^e alinéa de l'article 188-2.)

« Art. 188-4 bis. — Lors de l'enregistrement des actes de vente et de location d'immeubles ruraux, ainsi que lors de la déclaration des locations verbales d'immeubles ruraux à l'enregistrement, le requérant devra remplir un imprimé spécial ayant pour objet de faciliter le contrôle de l'application de la présente loi, et dont la forme et le contenu seront précisés par un arrêté pris conjointement par le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et par le Ministre chargé de l'Agriculture. »

« Art. 188-5. — En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi,

tout intéressé de nationalité française présentant les aptitudes professionnelles suffisantes pourra demander aux tribunal paritaire de prononcer l'amodiation à son profit. Au cas de demandes multiples, le

Texte proposé par votre Commission.

« Art. 188-6. — Si la Commission départementale estime nécessaire d'instituer dans tout ou partie du département un contrôle plus strict des cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, elle peut proposer de soumettre, quelle que soit la superficie des exploitations considérées, à autorisation préalable, pendant une période de trois années renouvelable, tout cumul ou réunion d'exploitations agricoles.

« Au contraire, si elle estime que l'article 188-3 ne prouve pas son application dans tout ou partie du département, elle peut demander de surseoir à toute réglementation sur les cumuls; la validité de cette décision est limitée à un délai de trois ans renouvelable à partir de chaque décision de sursis.

« Les délibérations motivées des Commissions départementales seront transmises au Ministre de l'Agriculture pour décision. »

« Art. 188-7. — Conforme au 188-4 bis. »

« Art. 188-8. — En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi, le Préfet, sur proposition de la Commission de l'exploitation familiale agricole, saisie ou se saisissant de l'infraction, adresse une mise en demeure.

« Si dans un délai de trois mois, le cumul ou la réunion d'exploitations réalisé dans des conditions interdites n'a pas cessé, justification en étant adressée au Préfet, l'exploitation indument réunie ou cumulée est réputée vacante.

« Tout intéressé de nationalité française présentant des aptitudes professionnelles et des moyens matériels suffisants peut alors demander au tribunal paritaire de prononcer l'amodiation en fermage à son

Texte voté par l'Assemblée Nationale.

tribunal paritaire choisira en tenant compte de la situation de famille et des aptitudes professionnelles. Toutefois, la demande d'amodiation émanant du preneur évincé sera examinée par priorité.

« A défaut d'accord entre les parties, le tribunal fixera le prix du bail. L'amodiation prendra effet à l'expiration de l'année culturale en cours ou de l'année culturale suivante si la demande a été présentée après le 1^{er} mars.

« Si, par l'effet de la réunion ou depuis la réunion, il y a eu regroupement, mutation ou échange de parcelles, le tribunal pourra modifier les limites des fonds réclamés, en vue d'assurer une meilleure exploitation.

« Dans tous les cas d'amodiation avec bâtiments, le preneur prend ceux-ci dans l'état où ils se trouvent et sous sa seule responsabilité civile, sauf s'il s'agit du fermier évincé. Le preneur ne pourra invoquer contre le propriétaire d'autres dispositions que celles des articles 802 à 806 et 855 du code rural. »

« Art. 188-6. — Les cumuls ou réunions d'exploitations ou de parcelles, à destinations herbagères, réalisés postérieurement au délai d'application de la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 par des personnes physiques ou morales dont l'activité principale n'est pas celle d'exploitant agricole, peuvent être remis en cause dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi. »

Texte proposé par votre Commission.

profit. Au cas de demandes multiples, le tribunal paritaire choisit en tenant compte de la situation de famille et des aptitudes professionnelles *des candidats*. La demande d'amodiation émanant du preneur évincé sera examinée par priorité.

Conforme.

Conforme.

Conforme.

Disposition supprimée.

Sous le bénéfice de ces observations, votre Commission de l'Agriculture vous demande d'adopter, sous un titre nouveau, la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, en la *modifiant* de la manière suivante :

PROPOSITION DE LOI

relative à l'exploitation familiale et à la réglementation des cumuls ou réunions d'exploitations agricoles.

Article A (nouveau).

Dans un délai d'une année à dater de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement déposera un projet de loi précisant dans le domaine économique, technique et fiscal l'aide à apporter aux exploitations familiales.

Ce projet de loi précisera, notamment, l'aide apportée aux acquisitions de parcelles ayant pour résultat l'agrandissement de la superficie d'une exploitation familiale jusqu'à la limite minima déterminée par les arrêtés visés à l'article 188-1 du Code rural.

Article premier.

(Nouvelle rédaction proposée par la Commission.)

Il est ajouté au Livre I^{er} du Code rural un titre VII nouveau, ainsi conçu :

TITRE VII. — De l'exploitation familiale agricole.

« *Art. 188-1.* — L'exploitation familiale agricole est une unité économique qui, par sa superficie et par les éléments mobiliers et immobiliers qui la composent, notamment les bâtiments d'habitation et d'exploitation, peut faire vivre une famille et peut être mise en valeur par cette famille dont le chef consacre à l'exploitation son activité principale, aidé, compte non tenu des salariés saisonniers, par deux ou trois membres actifs ou, à défaut, par un nombre équivalent de salariés permanents.

« La détermination de l'exploitation familiale agricole est faite pour chaque département en tenant compte de la surface, des régions naturelles, des natures de culture, des catégories de terre, des possibilités de travail direct d'une famille paysanne et de tous autres éléments de progrès, de rentabilité et d'équipement. Elle est fixée par arrêté du Ministre de l'Agriculture sur proposition de la Commission départementale de l'exploitation familiale prévue à l'article 188-2. »

« *Art. 188-2.* — Il est créé dans chaque département une commission de l'exploitation familiale agricole comprenant :

« Avec voix délibérative :

« Le Préfet ou son délégué, président ;

« Le Président de la Chambre d'agriculture, vice-président ;

« Un notaire désigné par la Chambre des notaires ;

« Deux membres de la Chambre d'agriculture, désignés par celle-ci ;

« Un propriétaire exploitant non bailleur et non preneur d'une autre exploitation par arrondissement désigné par l'organisation professionnelle la plus représentative ;

« Un propriétaire bailleur non preneur et un preneur non bailleur par arrondissement désignés selon les modalités prévues pour la commission consultative des baux ruraux.

« Avec voix consultative :

« Les chefs des services départementaux du Ministère de l'Agriculture désignés par le Préfet.

« Tous les membres de la Commission ayant voix délibérative sont désignés pour une période de trois ans. Leur mandat est renouvelable. »

« *Art. 188-3.* — Pour assurer la protection de l'exploitation familiale agricole définie à l'article 188-1, sont réglementés tout cumul ou toute réunion d'exploitations agricoles résultant, soit d'une acquisition à titre onéreux, soit de l'exercice du droit de reprise, soit d'un bail à ferme ou à métayage conclu postérieurement au 1^{er} janvier 1958, par toute personne physique ou morale, lorsqu'ils doivent avoir pour résultat de porter la superficie globale exploitée par une même personne au-delà des limites prévues par l'article 188-4 ci-après ou d'amener, directement ou

indirectement par morcellement parcellaire, la disparition d'une exploitation familiale telle qu'elle est définie à l'article 188-1. »

« *Art. 188-4.* — La superficie au-dessus de laquelle sont considérés comme cumul ou réunion d'exploitations agricoles au titre de l'article 188-3, les regroupements d'exploitation de fonds bâtis ou non bâtis, est déterminée selon les régions naturelles, les catégories de terres et la nature des cultures pour chaque département par arrêté du Ministre de l'Agriculture, pris sur proposition de la commission départementale de l'exploitation familiale.

« En aucun cas, la superficie maximum fixée ne pourra être inférieure à celle retenue pour la définition, par l'article 188-1, de l'exploitation familiale.

« A titre transitoire, jusqu'à publication des arrêtés prévus à l'alinéa précédent, les commissions de l'exploitation familiale détermineront dans un délai de trois mois les superficies globales au-delà desquelles la réglementation sera applicable par référence aux superficies limites découlant des arrêtés pris pour l'application des articles 815 et 832 du Code civil. »

« *Art. 188-5.* — La demande d'autorisation du cumul défini par l'article 188-3 est adressée par lettre recommandée au Préfet dans les formes prescrites par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

« La Commission de l'exploitation familiale examine cette demande compte tenu de la nature de l'activité professionnelle du requérant, de sa situation familiale, de la situation de l'immeuble et de l'intérêt social de maintenir l'autonomie de l'exploitation faisant l'objet de la demande.

« La Commission sollicite l'avis des maires de la commune ou des communes où sont situés les biens, ainsi que des maires des communes limitrophes.

« La Commission statue sur la demande d'autorisation dans un délai de trois mois.

« L'autorisation est accordée de plein droit lorsque le requérant, en présentant sa demande, prend l'engagement d'installer dans un délai de trois ans l'un de ses descendants comme exploitant séparé. »

« *Art. 188-6.* — Si la Commission départementale estime nécessaire d'instituer dans tout ou partie du département un contrôle plus strict des cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, elle peut proposer de soumettre, quelle que soit la superficie des exploitations considérées, à autorisation préalable, pendant une période de trois années renouvelable, tout cumul ou réunion d'exploitations agricoles.

« Au contraire, si elle estime que l'article 188-3 ne trouve pas son application dans tout ou partie du département, elle peut demander de surseoir à toute réglementation sur les cumuls; la validité de cette décision est limitée à un délai de trois ans renouvelable à partir de chaque décision de sursis.

« Les délibérations motivées des commissions départementales seront transmises au Ministre de l'Agriculture pour décision. »

« *Art. 188-7.* — Lors de l'enregistrement des actes de vente et de location d'immeubles ruraux ainsi que lors de la déclaration de locations verbales d'immeubles ruraux à l'enregistrement, le requérant doit remplir un imprimé spécial ayant pour objet de faciliter le contrôle de l'application de la présente loi, et dont la forme et le contenu seront précisés par un arrêté pris conjointement par le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et par le Ministre de l'Agriculture. »

« *Art. 188-8.* — En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi, le Préfet, sur proposition de la commission de l'exploitation familiale agricole, saisie ou se saisissant de l'infraction, adresse une mise en demeure.

« Si dans un délai de trois mois, le cumul ou la réunion d'exploitations réalisé dans des conditions interdites n'a pas cessé, justification en étant adressée au Préfet, l'exploitation indûment réunie ou cumulée est réputée vacante.

« Tout intéressé de nationalité française présentant des aptitudes professionnelles et des moyens matériels suffisants peut alors demander au tribunal paritaire de prononcer l'amodiation en fermage à son profit. Au cas de demandes multiples, le tribunal paritaire choisit en tenant compte de la situation de famille et des aptitudes professionnelles des candidats. La

demande d'amodiation émanant du preneur évincé sera examinée par priorité.

« A défaut d'accord entre les parties, le tribunal paritaire fixe le prix du bail. L'amodiation prendra effet à l'expiration de l'année culturale en cours ou de l'année culturale suivante, si la demande a été présentée après le 1^{er} mars.

« Si par l'effet de la réunion ou depuis la réunion il y a eu regroupement, mutation ou échange de parcelles, le tribunal paritaire peut modifier les limites des fonds réclamés en vue d'assurer une meilleure exploitation.

« Dans tous les cas d'amodiation avec bâtiments, le preneur prend ceux-ci dans l'état où ils se trouvent et sous sa seule responsabilité civile sauf s'il s'agit du fermier évincé. Le preneur ne peut invoquer contre le propriétaire d'autres dispositions que celles des articles 802 à 806 et 855 du Code rural. »